

INSTABILITÉ EN TUNISIE, LIBYE ET MALI

Ce qui inquiète les Algériens

Espoir de sortie de crise pour la Tunisie par les urnes et par le dialogue au Mali, enlisement en Libye, les pays voisins de l'Algérie vivent des périodes charnières de leur histoire. Leur destin se joue souvent dans la douleur mais certainement pas dans l'indifférence d'une Algérie qui reste très attentive à ce qui agite la région. Hier, la Tunisie post-révolution avait rendezvous avec une élection qui devrait couronner un laborieux processus révolutionnaire. La Tunisie est le

seul pays de la région à avoir réussi le pari de ne pas basculer dans le chaos après ce qui s'appelle «printemps arabe». La Libye a connu, quant à elle, une période de troubles qui dure toujours. La mort de Kadhafi après l'intervention de l'Otan a été le prélude à un chaos indescriptible. L'Etat libyen s'est effondré. Les infrastructures de base ont quasiment disparu et le pays est depuis livré à une violence rarement égalée. Les milices ont pris le pouvoir et dictent leur loi.

Le Sud libyen est devenu un havre et un point de passage idéal pour les terroristes et un haut lieu de contrebande où transitent les armes. Au Mali, le terrorisme constitue une véritable menace.

L'intervention des forces internationales n'a pas réussi à éradiquer les groupes terroristes qui continuent de terroriser les populations et de mettre à mal la stabilité d'une région qui n'a jamais été autant dans l'œil du cyclone.

Nawal Imès

TUNISIE

Le pari des urnes

Le pari de sortir d'une transition institutionnelle par les urnes est en passe d'être réussi en Tunisie. Les élections législatives, organisées hier, se sont déroulées sans incidents majeurs et ont vu une participation électorale appréciable. A 16h (heure tunisienne), soit 2 heures avant la fermeture des bureaux de vote, le taux de participation a été, selon un responsable de l'ISIE, de 50,84%.

Sofiane Aït Ifflis - Alger
(Le Soir) - Ce taux était appelé à augmenter, selon Nabil Bafoun, membre de l'instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE). Dans une conférence de presse, animée peu avant la fermeture des bureaux de vote, le responsable de l'ISIE a fait part d'infractions enregistrées ici et là mais qu'il a jugées sans gravité et sans influence sur le déroulement des élections.

Les militants de Nidaa Tounès, le principal rival du parti islamiste Ennahda dans cette compétition électorale, ont dénoncé une falsification du numéro de leur parti au niveau de la circonscription de Nabeul 2. Une falsification dont ils tiennent les autorités tunisiennes pour responsables, tant est que les bulletins de vote sont sortis des imprimeries officielles. Ces infractions, cependant, n'influent pas sur le scrutin qui, globalement, s'est déroulé dans de bonnes conditions. Aucun sondage sur les tendances n'a été disponible au moment où nous mettons sous presse.

Les observateurs se sont attendus à une compétition serrée entre le parti islamiste Ennahda, qui a gouverné pendant plus de deux années et qui a dirigé l'Assemblée nationale constituante (ANC), et Nidaa Tounès, un courant plutôt laïque. Ce dernier devait profiter des erreurs commises par son rival qui, il faut le dire, n'a pas manqué d'en commettre durant sa gouvernance.

Au point d'ailleurs qu'il a dû, sous la pression de la société civile, se départir du gouvernement et le céder à une équipe de technocrates.

Le chef du gouvernement provisoire de Tunisie, Mehdi Jomaa, a affirmé, dans une déclaration au sortir du bureau de vote, que «les Tunisiens prendront leur destin en main et changeront les institutions provisoires en institutions permanentes» lors de ce scrutin législatif, dont la réussite est déterminante pour le parachèvement de l'édifice institutionnel en Tunisie.

Le chef du gouvernement tunisien a souligné également que le monde entier suit avec intérêt cette élection. Il a appelé les Tunisiens à accepter les résultats des élections avec un esprit sportif.

Les observateurs appréhendent un basculement en cas de victoire des islamistes d'Ennahda qui, pendant leur gouvernance, se sont montrés on ne peut plus laxistes avec les groupes extrémistes. Les dirigeants d'Ennahda, à leur tête Ghannouchi, comptaient sur la discipline des ouailles pour rafler le maximum de sièges à l'Assemblée. Les dirigeants du parti rival, Nidaa Tounès, ont eux aussi joué sur le même registre. Cependant, le mode de scrutin, la



Photo : DR

Un scrutin déterminant pour les Tunisiens.

proportionnelle au plus fort reste, risque de voir l'émergence des petits partis inscrits en compétition et éviter que de la bipolarité Ennahda-Nidaa Tounès résulte une majorité. Pour rappel, 1 329 listes de partis, de coalitions et indépendantes sont en lice

pour 217 sièges de parlementaires à pourvoir. Elles se répartissent entre 33 circonscriptions électorales, dont 27 en Tunisie territoriale, et 6 à l'étranger. Les premières sont créditées de 199 sièges au total.

S. A. I.

LIBYE

Regain de violence

Depuis la chute du régime de Kadhafi, la Libye n'a plus retrouvé le chemin vers la stabilité.

Le pays est en proie à des violences qui font régulièrement plusieurs dizaines de morts. Les autorités de transition ont échoué à former une armée et à asseoir leur autorité sur un nombre de milices qui font la loi dans un pays plongé dans le chaos. La situation n'est, en effet, nullement pacifiée en Libye. Les affrontements se poursuivent à l'ouest de Tripoli où les forces pro-gouvernementales tentent de reprendre aux milices la capitale libyenne. L'armée libyenne est régulièrement appe-

lée à affronter des milices armées. Des armes lourdes et des roquettes sont utilisées dans des combats. Pas plus tard que mercredi dernier, onze personnes ont été tuées à Benghazi. Un kamikaze a fait exploser son véhicule à un barrage militaire. Selon des sources hospitalières, les combats à Benghazi ont fait 110 morts depuis le lancement d'une nouvelle offensive des forces loyales au général à la retraite Khalifa Haftar, appuyées par l'armée, contre les groupes islamistes contrôlant la ville depuis juillet. Une situation qui inquiète l'Algérie mais également la Ligue arabe dont le secrétaire général a mis en

garde contre la gravité de la situation dans ce pays, tout en affirmant sa disposition à rencontrer l'ensemble des parties libyennes concernées dont des chefs de milices pour rechercher une solution définitive à la crise actuelle. La situation est si confuse dans le pays que la Tunisie voisine a tout simplement décidé de fermer ses frontières avec la Libye pour trois jours, de crainte que des attaques terroristes ne viennent perturber le déroulement des élections législatives au moment où Alger propose sa médiation pour un retour à la normale en Libye.

N. I.

MALI

Dialogue incertain sur fond de terrorisme

Le Mali n'est toujours pas sorti de la zone de turbulences en dépit de l'amorce d'un dialogue intermalienn parrainé par Alger.

La situation sécuritaire incertaine a conduit à une intervention militaire étrangère dans le nord du pays. La France y a déployé ses troupes sans que les groupes terroristes qui s'y tapissent ne soient mis hors d'état de nuire de manière définitive.

Les 3 000 militaires qui sont déployés n'ont toujours pas rempli leur mission dans une région qui fait non seulement face au défi sécuritaire mais également celui des dissensions entre plusieurs fractions. Pas plus tard que samedi, trois soldats du contingent sénégalais de la

Mission de l'ONU au Mali, Minusma, ont été blessés dans une attaque perpétrée près de Kidal, dans le nord-est du pays. C'est dans ce contexte particulièrement difficile qu'Alger abritait le troisième round des négociations intermaliennes.

Les représentants du Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL), du Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et du Mouvement arabe de l'Azawad étaient présents à Alger en même temps que des représentants du gouvernement malien. Toutes ces parties avaient signé en juillet dernier une feuille de route pour des négociations de paix. Elles s'étaient engagées début septembre dans un deuxième tour de pourparlers qui s'est achevé après trois semaines de dis-

cussions n'ayant permis aucune avancée notable. Avant la reprise de ces pourparlers, le Conseil de sécurité de l'ONU avait demandé vendredi au gouvernement malien et aux groupes armés de faire preuve de bonne foi et de respecter les accords de cessez-le-feu conclus en mai et juillet derniers. Il est demandé aux groupes armés de tenir leur promesse de coopérer avec la Minusma et de cesser immédiatement les attaques récurrentes contre les Casques bleus. Si toutes les parties ont ratifié l'accord d'Alger, le consensus reste fragile et peut à tout moment être rompu comme ce fut le cas par le passé dans une région qui n'a plus connu la stabilité depuis des années.

N. I.

CONGRÈS INTERNATIONAL FÉMININ POUR UNE CULTURE DE PAIX

«Pour une culture de paix et l'émergence d'une société du mieux-vivre ensemble»

L'amorce d'une réflexion sur l'importance des femmes et du féminin pour l'humanité, centrée sur la tradition musulmane, sera au cœur des communications qui seront présentées durant le Congrès international féminin pour une culture de paix. Cette rencontre aura lieu à Oran et à Mostaganem du 27 octobre au 2 novembre 2014, à l'initiative de l'Association internationale soufie alâwiyya et la Fondation Djanatu al-Arif. Ce premier congrès international féminin se tiendra sous le slogan «Paroles aux femmes» pour une culture de la paix. Des intervenants de qualité animeront des conférences et des ateliers.

u programme également, des expositions thématiques à l'intention du public, qui pourra prendre part à des soirées artistiques diverses, notamment d'inspiration soufie. Cette première édition du congrès est dédiée à l'étude de cinq axes portant sur le thème du féminin. Il s'agit de «Regards croisés» mais aussi «Éthique et éducation» ; «Tradition et modernité» ; «Voilement et dévoilement» et «Féminin et culture de paix». Des axes qui seront abordés par des conférenciers algériens, telles M^{mes} WassilaTamzali, Fatima Oussedik, Farida Sellal et Nadia Aït Zaï ainsi que cheikh Khaled Bentounès et Mustapha Cherif. Une rencontre à dimension internationale qui verra la participation de MM. Pierre Rabhi et Tarek Oubrou (France), Gunter Pauli (Belgique), Youcef Seddik (Tunisie) et M^{mes} cheikh NurArtiran (Turquie), Hoda Darwish (Égypte), Olfa Youcef (Tunisie), Houria Abdelouahed (France), KeikoTakaki Nakamura (Japon) et bien d'autres.

Amel Bentolba